RÉSUMÉ

1. Macao, Chine reste une économie ouverte avec des droits de douane appliqués à un taux de zéro et peu de restrictions au commerce et à l'investissement. Son économie a enregistré une solide croissance pendant la période à l'examen (2007-2012), avec un taux de croissance du PIB à deux chiffres pour presque toutes les années (à l'exception de 2008 et de 2009). La croissance a été tirée par les exportations de services, notamment le tourisme, y compris le secteur des jeux de hasard. La concurrence entre les exploitants d'établissements de jeux de hasard, depuis l'ouverture du secteur en 2002, a dynamisé un secteur du tourisme prospère: les exportations de services liés au tourisme sont passées à 38 milliards de dollars EU en 2011, contre 7,5 milliards de dollars EU en 2004, au moment où le premier concessionnaire de jeux de hasard à capitaux étrangers a commencé ses activités, et contre 4,3 milliards de dollars EU en 2002, au moment de la libéralisation du secteur des jeux de hasard. Le "Système d'autorisation d'entrée à titre de voyageur individuel", instauré depuis 2004 dans le cadre de l'Accord de rapprochement économique (CEPA) entre la Région administrative spéciale (RAS) de Macao et la Chine, a contribué à l'augmentation du nombre de touristes en provenance de Chine.

Résultats économiques

2. La RASM est fortement tributaire du commerce. En 2011, le commerce (importations et exportations de marchandises et de services) correspondait à quelque 160% du PIB. Le compte courant reste excédentaire du fait de la vigueur des exportations de services, tandis que les déficits du commerce des marchandises reflètent le recul du secteur manufacturier. Les exportations de marchandises ont chuté de 65% pendant la période considérée. L'IED a augmenté de manière générale. La moitié des flux entrants d'IED de la RASM ont été enregistrés dans le secteur des jeux de hasard, celui du commerce de gros et de détail étant le deuxième plus important bénéficiaire.

3. L'économie de la RASM s'est orientée davantage vers les services pendant la période considérée. En 2011, les services représentaient 90% environ du PIB et de l'emploi, le secteur des jeux de hasard assure à lui seul 45% du PIB et 20% de l'emploi. Les impôts directs tirés du secteur des jeux de hasard représentaient quelque 80% des recettes publiques totales, ce qui a permis au gouvernement de maintenir un excédent budgétaire et, ainsi, de poursuivre l'amélioration de ses infrastructures. La RASM est devenue la première destination mondiale pour les jeux de hasard. Le gouvernement essaie de maintenir le développement durable du secteur des jeux de hasard et a récemment pris plusieurs décisions visant à réglementer la portée et le rythme de l'expansion de ce secteur.

4. La rapide croissance de l'économie et la domination du secteur des jeux de hasard ont poussé les prix à la hausse, notamment les prix des terres et les coûts de la main-d'œuvre. La monnaie de la RASM, la pataca, est indexée sur le dollar de Hong Kong et donc, indirectement, le dollar EU, de sorte que durant la période à l'examen la pataca s'est dépréciée par rapport aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux, y compris la Chine. Ainsi, la RASM a dû débourser davantage pour les importations. L'Indice composite des prix à la consommation, qui permet de mesurer l'inflation, a augmenté. Cependant, la RASM ne pratique pas de politique monétaire autonome à cause de son système de taux de change.

5. L'envol du coût des facteurs locaux pèse sur la compétitivité des secteurs autres que celui des jeux de hasard, y compris l'industrie manufacturière. Bien que la RASM soit un port franc, où les marchandises sont admises à des taux de droits nuls et assujetties à un nombre restreint de mesures à la frontière, le secteur manufacturier a continué de perdre du terrain, principalement en raison des coûts de production relativement élevés – poussés à la hausse du fait que le territoire est exigu et la population peu nombreuse – et de la prospérité du secteur du tourisme et des jeux de hasard. La part du secteur manufacturier dans le PIB a chuté de 2,9% en 2007 à 0,7% en 2011 et sa part dans l'emploi total a reculé de 7,1% à 3,9%.

6. Les efforts déployés par le gouvernement pour diversifier l'économie incluent le développement des services autres que les jeux de hasard, par exemple les services liés aux foires et salons, aux industries culturelles et créatives, à la médecine traditionnelle chinoise et au commerce (c'est-à-dire les services d'importation et d'exportation). La coopération régionale (par

exemple avec la province chinoise de Guangdong) serait pour la RASM un excellent moyen de surmonter ses difficultés et d'améliorer sa compétitivité.

7. Le gouvernement a adopté un certain nombre de mesures pour créer des conditions propices à l'activité commerciale: par exemple, les mesures visant à réduire les coûts de l'activité commerciale incluent le maintien d'une structure fiscale simple et de droits administratifs peu élevés, ainsi que l'ouverture du marché des télécommunications. Il a aussi adopté des mesures pour ouvrir le secteur des services publics à la concurrence. Afin de répondre à la demande croissante d'électricité, qui doit être essentiellement importée, il prévoit une "libéralisation partielle" du marché de l'électricité. D'après le contrat de concession renouvelé avec le fournisseur historique d'électricité, signé en 2010, le gouvernement peut décider quand ouvrir à d'autres investisseurs les marchés de la production en amont et de l'importation d'électricité.

Régime de commerce et d'investissement

8. Le cadre institutionnel et stratégique de la RASM est demeuré sensiblement inchangé depuis l'examen précédent, réalisé en 2007. Conformément à la Loi fondamentale, la RASM conserve le statut de port franc, poursuit la politique de libre-échange et préserve la libre circulation des marchandises, des actifs intangibles et des capitaux. La promotion de la diversification économique et le renforcement de la coopération régionale restent les priorités majeures du gouvernement. On estime que le CEPA conclu avec la Chine offre des possibilités pour le développement futur de la RASM.

9. Le CEPA comporte trois parties: commerce des marchandises, commerce des services et facilitation des échanges et de l'investissement. À ce jour, c'est l'instauration du Système d'autorisation d'entrée à titre de voyageur individuel qui a eu le plus gros impact sur l'économie de la RASM: l'assouplissement des restrictions en matière de visas imposées aux voyages des Chinois du continent a entraîné une forte augmentation du nombre de touristes à Macao. Les autorités s'efforcent d'utiliser les ressources et les possibilités offertes par le CEPA pour encourager les fabricants à installer de nouvelles unités de production sur le territoire, sans trop de succès jusqu'à présent. La fabrication de textiles et vêtements n'a cessé de diminuer depuis l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) en 2005. Les chiffres communiqués par les autorités indiquent que le traitement préférentiel accordé en vertu du CEPA a entraîné la création de quelques "nouvelles" branches de production manufacturière, comme l'agroalimentaire et la transformation du café. La RASM exporte davantage de services que de marchandises, et il est probable que le secteur des services et la vente de services à la région du Delta de la rivière des Perles de la province voisine de Guangdong, et non le secteur manufacturier, feront meilleur usage de l'accès préférentiel au marché chinois prévu par les dispositions du CEPA relatives aux services.

Politique et pratiques commerciales

10. Le régime de commerce et d'investissement de la RASM reste relativement ouvert. Toutes les importations sont admises en franchise de droits. Cependant, la portée des consolidations tarifaires de la RASM reste limitée, environ 70% des lignes tarifaires étant non consolidées. Pendant la période à l'examen, la RASM a notifié à l'OMC la consolidation des droits sur des produits pharmaceutiques supplémentaires suite à l'élargissement de la gamme des produits visés par l'Accord sur les produits pharmaceutiques.

11. Il y a peu de mesures non tarifaires à la frontière et les licences d'importation maintenues l'ont été uniquement pour des raisons liées à la santé, la sécurité, l'environnement et l'administration de l'impôt sur la consommation. Bien que l'impôt sur la consommation s'applique de la même façon aux importations et aux produits fabriqués localement, il pénalise de manière disproportionnée les importations du fait que la production locale correspondante est minime, voire inexistante. Signe partiel des efforts de diversification économique entrepris pour développer les secteurs du tourisme autres que les jeux de hasard, le gouvernement a aboli l'impôt sur la consommation visant les boissons alcooliques d'une teneur en alcool inférieure à 30%. Ainsi, l'importation de ces produits n'est plus soumise à licence.

12. La RASM n'élabore pas ses propres normes, mais adopte les normes internationales ou étrangères, selon les cas. Les importations d'automobiles et d'équipements de télécommunication sont assujetties à des licences pour garantir leur conformité aux prescriptions techniques

obligatoires. Lorsqu'il y a demande de licence, les résultats d'essais et les certificats délivrés par les fabricants ou d'autres autorités sont acceptés comme référence utile.

13. Macao, Chine n'est pas signataire de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) et n'a pas non plus le statut d'observateur dans le cadre de cet accord. La présence étrangère dans les procédures de passation de marchés publics a augmenté considérablement durant la période considérée. En 2011, les fournisseurs étrangers représentaient 27% des marchés publics alloués au niveau central par le Bureau des services financiers, contre seulement 9% en 2007. Il est possible que ce chiffre sous-estime la part des fournisseurs étrangers dans les marchés publics, étant donné que les sociétés étrangères enregistrées auprès du Bureau des services financiers sont considérées comme des sociétés locales (qu'elles soient ou non constituées en société à Macao) et que le pays d'origine n'est pas consigné.

14. La RASM a une structure fiscale simple et des taux d'imposition peu élevés. En réponse à la forte hausse des prix sur les marchés mondiaux, l'impôt sur la consommation frappant les carburants et lubrifiants a été abrogé en août 2008. Les nouveaux achats de véhicules automobiles écologiques sont exonérés de la taxe sur les véhicules automobiles. Le gouvernement offre des incitations fiscales, y compris une exonération/réduction de l'impôt sur les bénéfices. Des incitations non fiscales, comme des bonifications d'intérêts et des garanties de crédits, sont également disponibles, principalement pour les petites et moyennes entreprises (PME).

15. Le Code du droit d'auteur et des droits connexes a été modifié en 2012, le but étant de renforcer la protection du droit d'auteur dans un environnement numérique. Sous réserve de l'approbation des Services économiques de Macao, les détenteurs de brevets d'invention délivrés par l'Office national chinois de la propriété intellectuelle (SIPO) peuvent demander l'extension de leurs droits à la RASM. Pendant la période à l'examen, le nombre de demandes d'enregistrement de brevets d'invention a baissé, tandis que le nombre de demandes d'extension a augmenté de façon constante. La RASM continue de veiller activement à faire respecter les DPI, notamment au moyen de la confiscation des produits portant atteinte aux droits, comme les disques compacts, les médicaments et les cigarettes par exemple.

16. La RASM n'a pas de législation générale concernant la concurrence. Les autorités estiment que les dispositions actuelles, qui sont dispersées dans différentes lois et différents règlements et règles sectoriels, assurent une protection adéquate, étant donné que le territoire est exigu et que la plupart des entreprises sont des PME. Ces dix dernières années, plusieurs mesures ont été adoptées pour ouvrir à la concurrence le secteur des jeux de hasard, celui des services publics et celui des télécommunications.

Perspectives

17. La RASM étant une petite économie ouverte, sa croissance future est fortement influencée par la demande extérieure émanant de ses partenaires commerciaux. Les prévisions de croissance pour la région de l'Asie de l'Est ayant été revues à la baisse par les institutions internationales, y compris le FMI, l'Autorité monétaire de Macao (AMCM) estime qu'en 2012 la croissance économique a été de 9,0% en termes réels, soit une baisse en comparaison du taux de 21,9% enregistré en 2011. L'AMCM prévoit également une croissance à un chiffre pour 2013. La demande intérieure, stimulée par la construction, à l'aide de fonds publics et privés, d'infrastructures et d'équipements liés au tourisme, devrait devenir un des moteurs de la croissance économique. Les exportations de services, quant à elles, devraient croître à un rythme moins soutenu que ces dernières années.

18. Pendant la période à l'examen, la RASM s'est lancée dans l'amélioration de ses infrastructures, à travers plusieurs projets de construction d'infrastructures publiques, comme le métro léger, l'amélioration du point de contrôle du Poste frontière et la construction du pont Hong Kong-Zhuhai-Macao. Ces améliorations permettront de meilleures connexions et, partant, une intégration accrue à la région du Delta de la rivière des Perles, que la RASM juge essentielle pour ses efforts de diversification: en fournissant davantage de terres et en mettant en commun toutes les ressources de la région, telles que les intermédiaires financiers, les plates-formes de correspondances pour le transport de passagers et les installations logistiques, afin de faciliter le développement des activités touristiques et du secteur manufacturier.